

Bruce Curtis — *True Government by Choice Men? Inspection, Education and State Formation in Canada West*. Toronto: University of Toronto Press, 1992. Pp. 250.

Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'Université Wilfrid Laurier, Bruce Curtis avait, dans une monographie précédente, *Building the State: Canada West, 1836–1871*, publiée en 1988, magistralement abordé le thème de la mise en oeuvre du système d'instruction publique en Ontario. La question scolaire occupe à nouveau une place essentielle dans le présent ouvrage, mais elle est, cette fois, au coeur de la formation même de l'État moderne au Canada, formation que l'auteur situe durant la décennie 1840.

À la suite des Rébellions de 1837–1838 et dans le cadre de la « révolution gouvernementale » qui les suivit, le gouvernement impérial et le Parlement colonial entreprirent la centralisation et la concentration des pouvoirs économiques et politiques au Canada-Uni par l'instauration d'un appareil bureaucratique étatique. Le phénomène de l'inspection fut, selon Curtis, primordial dans ce processus. Il devenait en effet essentiel d'enseigner au peuple les normes idéologiques, morales et comportementales exigées par les nouvelles réalités politiques. L'inspection fut aussi créée pour servir de lien, d'intermédiaire entre les agences centrales et les organismes gouvernementaux locaux dotés de pouvoirs bien précis et chargés d'exécuter les politiques définies à partir du centre. Mécanisme de vérification de l'efficacité du pouvoir central, l'inspection avait également pour fin la cueillette de renseignements concernant les conditions sociales, politiques et économiques des populations, cette cueillette étant indispensable à la gouverne de la colonie. « The development of inspection in mid-nineteenth-century Canada is thus both a component part and an index of a process of state formation », soutient Curtis. Pour illustrer cette thèse, celui-ci a choisi, parmi les 32 différents corps d'inspection institués durant les décennies 1840 et 1850, le type le plus répandu, le plus achevé et le mieux stratégiquement placé pour accomplir la socialisation désirée de la colonie : l'inspection scolaire.

La démonstration s'étend sur huit chapitres. Dans les deux premiers, l'auteur évoque l'apparition de l'inspection comme pratique gouvernementale. Le phénomène politique de l'inspection devint une réalité courante dans la plupart des pays occidentaux pendant la première demie du XIX^e siècle. Le mode d'inspection scolaire implanté dans l'Ouest du Canada s'inspirait de celui mis en place en Angleterre et en Écosse durant les années 1840. Le lecteur constatera toutefois que les pratiques d'inspection anglaises et écossaises dérivait de l'expérience tentée en Irlande durant les années 1830 par l'administration anglaise, et que le modèle irlandais fut lui-même fortement influencé par ceux de la Prusse et de la Hollande, lesquels avaient été façonnés par les propagandistes révolutionnaires de l'empire français.

Les chapitres trois et quatre traitent de l'organisation et du fonctionnement du système d'inspection des écoles, en vertu des lois scolaires de 1843, 1845 et 1847. Le chapitre cinq, l'un des plus intéressants du livre, dégage un portrait d'ensemble des inspecteurs de district, à partir de l'examen des caractéristiques sociales des 37 « choice men » qui remplirent cette fonction de 1844 à 1850. Il s'agissait d'hommes très instruits, issus de la classe moyenne supérieure. Leur travail était pour eux une

source de revenus importants et l'occasion de contribuer concrètement à l'amélioration morale et même économique de la société. Leurs activités et leurs pratiques d'inspection font l'objet des derniers chapitres. Ouvrant fréquemment dans des régions pionnières et en concurrence avec les visiteurs d'école et les inspecteurs de canton, leurs conditions de travail étaient souvent difficiles. Ils purent néanmoins, par leur statut, les moyens d'action et l'autonomie dont ils disposaient, exercer une influence considérable dans la solution des conflits scolaires locaux et, de là, dans l'établissement d'un système d'instruction étatique qu'ils voulaient ouvert à tous. L'analyse plus approfondie de l'expérience de trois inspecteurs de district scolaire fait ressortir le rôle essentiel joué par ceux-ci dans l'accueil que réservaient les populations locales aux initiatives des autorités centrales. Les « key state servants » accomplirent la standardisation administrative locale de l'éducation. Le système scolaire public de l'Ouest du Canada fut de la sorte largement modelé par les intérêts moraux, culturels et politiques des classes moyennes montantes auxquelles appartenaient les inspecteurs. Et l'expérience des inspecteurs de district, qui ne dura que six ans au total, fut déterminante, selon l'auteur, dans la formation de l'État canadien.

Ce bref résumé ne rend pas, bien sûr, entièrement compte d'un ouvrage innovateur, riche d'informations, appuyé sur une documentation abondante et diversifiée. À ce propos, signalons l'utilisation particulièrement fréquente de la correspondance entre les inspecteurs et le Bureau central d'éducation de l'Ouest du Canada. Cette prédilection explique peut-être le fait que la population semblait passive devant l'arrivée des inspecteurs. « Popular reaction to educational superintendance remains obscure », écrit l'auteur (p. 128). Dans l'Est du Canada, les commissaires d'école et les petits propriétaires fonciers, entre autres, réagirent à la venue des inspecteurs et au système scolaire qu'ils voulaient entériner, en adressant des lettres aux surintendants. Il serait étonnant qu'il en fût autrement dans l'Ouest du Canada. La référence à l'Est du Canada est d'ailleurs fort mince dans l'ouvrage. La comparaison entre les deux sections de la colonie canadienne ne faisait pas partie, il est vrai, des objectifs de l'auteur. Elle eût d'ailleurs été difficile puisque, selon Curtis, dans l'Est du Canada, « effective local government organization was successfully blocked by entrenched elites in most areas until the mid-1850s, and feudal land tenure survived until 1855 » (p. 16), et qu'en outre, l'inspection des écoles ne débuta qu'en 1852. La formation d'un État moderne au Canada-Uni, qui survint durant les années 1840, ne serait-elle dès lors qu'un projet ontarien? Certes, depuis 1842, l'Est du Canada administrait son propre système scolaire et hésitait à déborder du cadre paroissial et seigneurial. Mais il fournissait au Parlement et à l'Exécutif (uniques) du Canada-Uni des éléments décisionnels importants qui furent largement à l'origine des transformations socio-politiques que connut toute la colonie canadienne.

Malgré ces quelques réserves, l'ouvrage de Curtis constitue en définitive une contribution originale et importante à notre connaissance du processus de formation de l'appareil étatique canadien et de la mise en oeuvre de la pratique des inspections dans les écoles dans l'Ouest du Canada et en Europe.

Andrée Dufour
Université du Québec à Montréal